

IBRAHIMA COULIBALY, NOUVEAU PRÉSIDENT DU ROPPA

Ibrahima Coulibaly, le nouveau Président du ROPPA, désigné par ses pairs lors de la 7^{ième} Convention du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest est un producteur agricole actif dans les domaines du maraîchage, de l'arboriculture et de la production de céréales (mil, maïs, sorgho, ...), il élève du bétail et produit du miel dans la région de Koulikoro. C'est un paysan engagé dans les mouvements paysans, à tous les niveaux, depuis l'avènement de la démocratisation au Mali, en 1991. Promoteur infatigable de l'agriculture familiale, il est notamment l'un des fondateurs la CNOP, la Coordination nationale des producteurs du Mali, dont il assume la présidence depuis 2005. Avec la CNOP, il a été l'un des instigateurs, en 2006, de la promulgation par le Parlement malien de la Loi d'Orientation agricole, qui a inscrit le concept de souveraineté alimentaire dans ses objectifs et reconnu la place centrale de l'agriculture familiale dans toute politique agricole. Ibrahima Coulibaly a été nommé Ambassadeur des Nations Unies pour l'Année internationale de l'agriculture familiale en 2014. Il a porté, en 2007, l'organisation du premier Forum mondial sur la souveraineté alimentaire à Nyéléni. Dans ce même état d'esprit, il a été l'une des figures de proue ouest-africaine du mouvement de contestation des politiques de libéralisation du commerce agricole, et notamment des Accords de partenariat économique négociés entre l'Union européenne et les pays africains. Depuis plusieurs années, Ibrahima Coulibaly participe, au sein du mouvement paysan, au développement d'une approche agroécologique des systèmes alimentaires, de la production, et ce y compris les aspects fonciers, jusqu'à la consommation finale dans les villes. Homme de conviction et d'engagement, Ibrahima Coulibaly est membre du Conseil d'administration du ROPPA depuis 2000 et il en assumait la vice-présidence depuis 2014. Il a participé aux travaux de l'élaboration de la défense du droit des paysans qui vient d'être voté par les Nations Unies.